

Les attaques contre le président élu du Guatemala se poursuivent

Image not found or type unknown



par María Josefina Arce

La situation au Guatemala ne s'est pas stabilisée face aux nouvelles manœuvres du ministère public. Près d'un mois avant que Bernardo Arévalo ne prenne ses fonctions de nouveau président, les attaques se poursuivent pour tenter de délégitimer sa victoire incontestée aux élections générales de cette année.

Le bureau du procureur général de la République a remis en question la validité des élections, au cours desquelles le candidat du mouvement Semilla a remporté le second tour en août avec environ 58 % des voix.

Il demande l'annulation des élections générales, en raison d'irrégularités présumées dans le traitement des résultats.

La nouvelle manœuvre contre Arévalo a immédiatement suscité un rejet généralisé.

Blanca Alfaro, présidente du Tribunal suprême électoral, a affirmé que les résultats sont validés, officiels et inaltérables. Elle a souligné que si les autorités élues ne prenaient pas leurs fonctions comme prévu, il y aurait une violation de la Constitution.

Même le Haut Commissaire des Nations Unies pour les Droits de l'Homme, Volker Türk, a déclaré que le ministère public guatémaltèque tente de manière persistante et systématique de saper les résultats des élections générales, en ignorant la volonté des électeurs.

Pour sa part, M. Arévalo a qualifié ces nouvelles accusations d'absurdes et de ridicules, tout en soulignant qu'il prêterait serment le 14 janvier.

Quelques heures avant les déclarations controversées du procureur général, des milliers de personnes ont défilé dans les rues de la ville de Guatemala contre la corruption et ont exigé la démission de la procureure générale Consuelo Porras, qui mène une offensive contre le président élu et son Mouvement Semilla.

Depuis qu'ils ont atteint, à la surprise générale, le second tour des élections, M. Arévalo et son parti sont assiégés par un ministère public et un système judiciaire accusés de corruption généralisée.

Bien que la loi ne lui permette pas d'interférer dans les résultats des élections, le ministère public a entrepris toutes sortes d'actions pour empêcher l'investiture d'Arévalo. Il a demandé à deux reprises la levée de l'immunité du président élu afin d'enquêter sur des allégations de blanchiment d'argent et de falsification des statuts de son parti.

En outre, il est parvenu à faire disqualifier Semilla pour des irrégularités présumées dans l'enregistrement des affiliés en 2017.

Il a également effectué des perquisitions dans les bureaux d'Arévalo et du Tribunal suprême électoral pour tenter de saper le processus électoral. Il a même demandé la levée de l'immunité de députés proches du président élu.

Le Guatemala vit une période de tension. À l'approche du 14 janvier, l'incertitude et la crainte que M. Arévalo, dont la victoire électorale incontestable a suscité des craintes au sein de l'élite politique de ce pays d'Amérique centrale, soit empêché d'entrer en fonction ne cessent de croître.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/341951-les-attaques-contre-le-president-elu-du-guatemala-se-poursuivent>



Radio Habana Cuba